



Assemblée générale

Distr. générale
12 juillet 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Point 103 de la liste préliminaire*

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 11 de sa résolution 70/73 intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir, en consultation avec la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un rapport sur les efforts faits par les États qui ont ratifié le Traité pour parvenir à l'universalisation de ce dernier et sur la possibilité de fournir aux États qui en font la demande une assistance concernant les formalités de ratification, qu'il lui présentera à sa soixante et onzième session.

2. Le présent rapport fait suite à cette demande. On trouvera en annexe les renseignements fournis sur le sujet par la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

* A/71/50.



Annexe

Rapport sur les activités entreprises par les États pour parvenir à l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*

Juin 2015-mai 2016

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--|---------------------|--|---------------------|
| 1. Niveau bilatéral | | | |
| 1 a) Activités relatives aux États visés à l'annexe 2 | | | |
| Allemagne | Juin 2015-mai 2016 | L'Allemagne n'a manqué aucune occasion sur le plan bilatéral de souligner l'importance de l'entrée en vigueur rapide du Traité et d'encourager les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité, et a aussi entrepris une démarche en ce sens pendant sa présidence du Groupe des Sept. Elle a en outre invité des représentants des États qui n'avaient pas encore ratifié le Traité à la cérémonie d'ouverture de l'exposition sur le système de surveillance international au Ministère fédéral des affaires étrangères à Berlin (en présence du Secrétaire exécutif et du Ministre d'État, Michael Roth). En outre, elle a encouragé et appuyé financièrement les activités du Groupe d'éminentes personnalités. | |
| Argentine | Juin 2015-mai 2016 | L'Argentine n'a pas manqué une occasion de souligner qu'il fallait que le Traité entre en vigueur et d'insister pour qu'il soit signé et ratifié par les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait. | |
| Autriche | Juin 2015-mai 2016 | L'Autriche, à la fois sur le plan bilatéral et en sa qualité de membre de l'Union européenne, a appuyé le plan d'action de l'Union européenne et a systématiquement évoqué l'importance de la signature et de la ratification du Traité pour en garantir l'entrée en vigueur lors de ses | |

* Le présent rapport porte sur les activités qui ont été achevées (et non les activités en cours ou prévues) et qui visaient à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|---------------------|---------------------|---|---------------------|
| | | réunions bilatérales avec des représentants des États visés à l'annexe 2, notamment à un haut niveau. | |
| Belgique | Juin 2015-mai 2016 | La Belgique, à la fois sur le plan bilatéral et en sa qualité de membre de l'Union européenne, a appuyé le plan d'action de l'Union européenne et a systématiquement évoqué l'importance de la signature et de la ratification du Traité pour en garantir l'entrée en vigueur lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États visés à l'annexe 2, notamment à un haut niveau. | |
| Brésil | Juin 2015-mai 2016 | Le Brésil n'a manqué aucune occasion d'évoquer l'importance de la signature et de la ratification du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié. Il a également évoqué la question de la ratification du Traité dans ses consultations bilatérales sur le désarmement et la non-prolifération avec certains des États visés à l'annexe 2. | |
| Émirats arabes unis | Juin 2015-mai 2016 | Les Émirats arabes unis ont réaffirmé à de nombreuses occasions qu'ils souhaitaient que le Traité entre en vigueur rapidement, engageant les États visés à l'annexe 2 à le ratifier dans les meilleurs délais. | |
| Finlande | Juin 2015-mai 2016 | La Finlande a insisté sur l'importance d'une ratification rapide du Traité par les États visés à l'annexe 2 lors de ses réunions bilatérales avec des États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité. | |
| France | Juin 2015-mai 2016 | La France n'a manqué aucune occasion d'évoquer l'importance de la signature et de la ratification du Traité dans les meilleurs délais lors de ses réunions bilatérales, y compris de haut niveau, avec des États qui ne l'avaient pas encore fait, dont ceux visés à l'annexe 2. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|--|---------------------|
| | | La France a soutenu sans réserve l'engagement du Groupe d'éminentes personnalités à promouvoir le Traité dans les États visés à l'annexe 2. Le membre français du Groupe a contribué aux travaux et participé à la réunion du Groupe tenue à Hiroshima (Japon), en août 2015. | |
| | Février 2016 | La France a évoqué des questions de ratification avec le Secrétaire exécutif lors de sa visite en France et de sa réunion avec le Ministère des affaires étrangères, et a proposé de prendre des mesures importantes dans le cadre du vingtième anniversaire du Traité. Des représentants de la société civile française ont participé à un échange de vues avec le Secrétaire exécutif sur le Traité en vue d'ouvrir de nouvelles perspectives. | |
| Hongrie | Juin 2015-mai 2016 | La Hongrie a évoqué l'importance de l'entrée en vigueur du Traité lors de ses réunions bilatérales au niveau ministériel et en deçà avec plusieurs États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité. | |
| Italie | Juin 2015-mai 2016 | L'Italie n'a pas manqué une occasion sur les plans bilatéral et multilatéral d'encourager l'entrée en vigueur du Traité, invitant les États visés à l'annexe 2 à le signer et à le ratifier rapidement. | |
| Japon | Juin 2015-mai 2016 | Le Japon n'a pas manqué une occasion d'encourager les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité lors de ses réunions bilatérales politiques ou officielles avec leurs représentants. | |
| Malaisie | Juin 2015-mai 2016 | La Malaisie n'a pas manqué une occasion de promouvoir le Traité dans toutes les instances pertinentes et lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États visés à l'annexe 2, et a souligné l'importance de la signature et de la ratification du Traité pour que celui-ci entre en vigueur. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|---|---------------------|---|---------------------|
| Mexique | Juin 2015-mai 2016 | <p>Le Mexique n'a manqué aucune occasion d'exhorter les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité lors de ses réunions bilatérales avec leurs représentants.</p> <p>Le Mexique a fermement condamné l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le 6 janvier 2016, a appelé tous les États à s'abstenir de procéder à d'autres essais nucléaires et a, dans le même temps, instamment prié les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait de signer et de ratifier le Traité dès que possible.</p> | |
| Mongolie | Juin 2015-mai 2016 | La Mongolie n'a pas manqué une occasion de promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité lors de ses entretiens bilatéraux avec des représentants des États visés à l'annexe 2. | |
| Nouvelle-Zélande | Juin 2015-mai 2016 | La Nouvelle-Zélande n'a pas manqué une occasion de promouvoir l'entrée en vigueur du Traité, lors de forums, ateliers et réunions tenus au niveau bilatéral, notamment avec des représentants des États visés à l'annexe 2 n'ayant pas encore signé ou ratifié le Traité, et les a instamment priés de le faire sans retard, soulignant l'importance de l'entrée en vigueur du Traité. | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Juin 2015-mai 2016 | Le Royaume-Uni n'a pas manqué une occasion d'évoquer le Traité lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États visés à l'annexe 2. | |
| Suisse | Juin 2015-mai 2016 | La Suisse a engagés les États visés à l'annexe 2 à ratifier le Traité lors de ses entretiens bilatéraux annuels avec leurs représentants. | |
| Union européenne | Juin 2015-mai 2016 | L'Union européenne a évoqué la question du Traité lors des discussions politiques et des discussions sur le désarmement et la non-prolifération menées sur le plan bilatéral avec des États qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, en particulier ceux visés à l'annexe 2. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--|---------------------|---|---------------------|
| 1 b) Activités relatives aux États autres que ceux visés à l'annexe 2 | | | |
| Allemagne | Juin 2015-mai 2016 | L'Allemagne n'a manqué aucune occasion sur le plan bilatéral de souligner l'importance de l'entrée en vigueur rapide du Traité et d'encourager les États non visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité, et a aussi entrepris une démarche en ce sens pendant sa présidence du Groupe des Sept. Elle a en outre invité des représentants des États qui n'avaient pas encore ratifié le Traité à la cérémonie d'ouverture de l'exposition sur le système de surveillance international au Ministère fédéral des affaires étrangères à Berlin (en présence du Secrétaire exécutif et du Ministre d'État, Michael Roth). | |
| Argentine | Juin 2015-mai 2016 | L'Argentine n'a manqué aucune occasion de rappeler dans toutes les instances pertinentes qu'il fallait que le Traité entre en vigueur dès que possible et que tous les États y adhèrent sans conditions préalables. | |
| Autriche | Juin 2015-mai 2016 | L'Autriche, à la fois sur le plan bilatéral et en sa qualité de membre de l'Union européenne, a appuyé le plan d'action de l'Union européenne et a systématiquement évoqué l'importance de la signature et de la ratification du Traité pour en garantir l'universalisation lors de ses réunions bilatérales, notamment de haut niveau, avec des représentants des États autres que ceux visés à l'annexe 2. | |
| Belgique | Juin 2015-mai 2016 | La Belgique, à la fois sur le plan bilatéral et en sa qualité de membre de l'Union européenne, a appuyé le plan d'action de l'Union européenne et a systématiquement évoqué l'importance de la signature et de la ratification du Traité pour en garantir l'universalisation lors de ses réunions bilatérales, notamment de haut niveau, avec des représentants des États autres que ceux visés à l'annexe 2. | |
| Brésil | Juin 2015-mai 2016 | Le Brésil n'a manqué aucune occasion d'évoquer l'importance de la signature et de la ratification du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|---|---------------------|
| | | représentants des États autres que ceux visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité. | |
| Finlande | Juin 2015-mai 2016 | La Finlande a souligné qu'il importait de ratifier rapidement le Traité lors de ses réunions bilatérales avec des représentants de plusieurs États non visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité. | |
| France | Juin 2015-mai 2016 | La France n'a manqué aucune occasion de souligner qu'il importait de signer et de ratifier le Traité dans les meilleurs délais lors de ses réunions bilatérales, y compris de haut niveau, avec des représentants des États autres que ceux visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait. | |
| Hongrie | Juin 2015-mai 2016 | La Hongrie n'a manqué aucune occasion d'évoquer l'importance de la signature et de la ratification du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États autres que ceux visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité. | |
| Japon | Juin 2015-mai 2016 | Le Japon n'a manqué aucune occasion d'encourager les États autres que ceux visés à l'annexe 2, en particulier les pays d'Asie, à signer et à ratifier le Traité lors de ses réunions bilatérales avec leurs représentants. | |
| Malaisie | Juin 2015-mai 2016 | La Malaisie n'a pas manqué une occasion de rappeler, dans toutes les instances pertinentes et lors de discussions bilatérales, qu'il importe que les États autres que ceux visés à l'annexe 2 signent et ratifient le Traité et que tous les États y adhèrent dans les meilleurs délais sans conditions préalables. | |
| Mexique | Juin 2015-mai 2016 | Le Mexique a soutenu et reconnu les efforts déployés par le Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et a instamment prié les États qui ne l'avaient pas encore fait de signer et de ratifier le Traité dès que possible. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|---|---------------------|---|---------------------|
| | | Lors de réunions bilatérales, le Mexique a évoqué l'importance de la signature et de la ratification du Traité par les États non visés à l'annexe 2, en particulier Cuba et la Dominique qui étaient les deux seuls États de la région d'Amérique latine et des Caraïbes qui ne l'avaient pas encore fait. | |
| Mongolie | Juin 2015-mai 2016 | La Mongolie n'a manqué aucune occasion de promouvoir l'universalisation du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États autres que ceux visés à l'annexe 2. | |
| Nouvelle-Zélande | Juin 2015-mai 2016 | La Nouvelle-Zélande a souligné l'importance du Traité et plaidé pour son entrée en vigueur et son universalisation dans les meilleurs délais, lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États autres que ceux visés à l'annexe 2. | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | Juin 2015-mai 2016 | Le Royaume-Uni a continué d'évoquer des thématiques relatives au Traité, y compris son universalisation, lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États autres que ceux visés à l'annexe 2. | |
| Union européenne | Juin 2015-mai 2016 | L'Union européenne a systématiquement évoqué des thématiques relatives au Traité dans ses dialogues politiques avec des représentants de pays qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité. | |
| 2. Niveau multilatéral | | | |
| 2 a) Niveau mondial | | | |
| Allemagne | Juin 2015-mai 2016 | L'Allemagne n'a manqué aucune occasion sur le plan multilatéral de souligner l'importance de l'entrée en vigueur rapide du Traité et d'encourager les États qui ne l'avaient pas encore fait à le signer et à le ratifier. L'Allemagne s'est portée coauteur de la résolution 70/73 de l'Assemblée générale relative au Traité. Le Ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a participé à la Conférence convoquée en application de l'article XIV, tenue le 29 septembre 2015 à New York. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|--|---------------------|
| Argentine | Juin 2015-mai 2016 | <p>L'Allemagne a entrepris une démarche pendant sa présidence du Groupe des Sept pour souligner l'importance de l'entrée en vigueur rapide du Traité et encourager les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et ratifier le Traité.</p> <p>L'Argentine a accueilli une visite effectuée par le Secrétaire exécutif en octobre 2015, dans le cadre de laquelle ont eu lieu des échanges avec les autorités argentines sur les efforts actuellement déployés pour universaliser le Traité.</p> <p>L'Argentine a appuyé le régime de vérification du Traité, en accueillant huit de ses installations de surveillance, dont certaines ont été visitées par le Secrétaire exécutif, Lassina Zerbo, l'année dernière, et deux sont en construction. Les préparatifs en vue de la construction d'une station infrasonore ont déjà commencé et la planification de la dernière station est en cours.</p> <p>L'Argentine a participé activement au processus prévu à l'article XIV et a approuvé des textes exhortant les États qui n'avaient pas encore signé et ratifié le Traité à le faire dans les meilleurs délais.</p> <p>La Ministre argentine des affaires étrangères, Susana Malcorra, a accepté l'invitation à devenir membre du Groupe d'éminentes personnalités, et a plaidé en faveur de l'entrée en vigueur rapide du Traité et de son universalisation, en obtenant le soutien politique et la reconnaissance publique nécessaires.</p> <p>L'Argentine a suivi de près la réunion du Groupe d'éminentes personnalités tenue à Hiroshima (Japon) en août 2015 et a publié un communiqué de presse pour informer le public sur les questions relatives au Traité.</p> | |
| Autriche | Juin 2015-mai 2016 | <p>L'Autriche, à la fois à titre individuel et en tant que membre de l'Union européenne, a réaffirmé dans diverses instances internationales son appui en faveur</p> | |

| État/entité | Date/période | Activités et contexte | Observations |
|-------------|--------------------|---|--------------|
| | | <p>du Traité et l'importance qu'elle attachait à son entrée en vigueur rapide.</p> <p>L'Autriche a participé activement aux activités du Groupe de travail B de la Commission préparatoire, qui est chargé de mettre en œuvre le régime de vérification du Traité pour préparer son entrée en vigueur.</p> <p>L'Autriche a activement appuyé les activités de formation à l'inspection sur place en mettant à disposition des locaux, du matériel et les services d'experts, en vue notamment d'appuyer l'entrée en vigueur rapide du Traité. Des experts autrichiens ont participé en qualité d'animateurs extérieurs à des exercices, des réunions d'experts et des cours d'initiation régionaux.</p> | |
| | Juin 2015 | L'Autriche a accueilli et vigoureusement appuyé l'édition 2015 de la Conférence « Sciences et techniques » de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires grâce à des contributions financières et à la participation active d'experts. | |
| | Septembre 2015 | L'Autriche s'est associée à la Déclaration finale de la Conférence convoquée en application de l'article XIV, publiée à New York en septembre 2015. | |
| | Décembre 2015 | L'Autriche a soutenu l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale, dans lesquelles celle-ci a demandé à tous les États de ratifier le Traité, et s'est jointe aux auteurs de la résolution 70/72 de l'Assemblée générale. Elle a relayé cette demande dans ses déclarations à l'Assemblée, à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et dans diverses instances multilatérales en rapport avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. | |
| Belgique | Juin 2015-mai 2016 | La Belgique, à la fois à titre individuel et en tant que membre de l'Union européenne, a réaffirmé dans diverses instances internationales son appui au Traité et l'importance qu'elle accordait à son entrée en vigueur | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|---------------------|---------------------|---|---------------------|
| | | rapide. | |
| | Décembre 2015 | La Belgique a soutenu l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale demandant à tous les États de ratifier le Traité. Elle a coparrainé la résolution 70/73 de l'Assemblée générale intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ». | |
| Brésil | Juin 2015-mai 2016 | Le Brésil a participé activement aux travaux de toutes les instances multilatérales pertinentes pour promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité et son universalisation. À la Conférence convoquée en application de l'article XIV tenue le 29 septembre 2015, le Brésil a exhorté tous les États qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité, en particulier ceux visés à l'annexe 2, à le faire dès que possible. Le Brésil a voté en faveur de la résolution 70/73 de l'Assemblée générale relative au Traité. | |
| Émirats arabes unis | Juin 2015-mai 2016 | Les Émirats arabes unis ont souligné dans les instances internationales compétentes leur position en matière de non-prolifération des armes nucléaires et de désarmement, ainsi que l'urgente nécessité d'une entrée en vigueur rapide du Traité, soulignant qu'il fallait que les huit États restants visés à l'annexe 2 le ratifient. Les Émirats arabes unis ont participé aux travaux de la Commission préparatoire et de ses groupes de travail, ainsi qu'aux débats lors de la manifestation organisée en l'honneur du vingtième anniversaire du Traité. | |
| | Septembre 2015 | Les Émirats arabes unis ont participé à la neuvième Conférence convoquée en application de l'article XIV, tenue à New York le 29 septembre 2015. | |
| Finlande | Juin 2015-mai 2016 | La Finlande a participé sur le plan ministériel à la Conférence convoquée en application de l'article XIV, organisée en marge de l'Assemblée générale, et a fait une déclaration à l'appui du Traité. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|---|---------------------|
| France | Septembre 2015 | La France a participé à la neuvième Conférence convoquée en application de l'article XIV, tenue à New York sous la coprésidence du Japon et du Kazakhstan. | |
| | Octobre 2015 | La France a fait une déclaration devant la Première Commission de l'Assemblée générale lors de sa soixante-dixième session, réaffirmant la priorité qu'elle accordait à l'entrée en vigueur rapide du Traité. | |
| | Décembre 2015 | La France a soutenu l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a demandé à tous les États de ratifier le Traité, et s'est jointe aux auteurs de la résolution 70/73 de l'Assemblée générale. | |
| | Avril 2016 | En tant que membre du Groupe des Sept, la France a appuyé la déclaration faite à la réunion des ministres des affaires étrangères du Groupe des Sept à Hiroshima (Japon), dans laquelle celui-ci a engagé les États qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité à le faire dans les meilleurs délais. | |
| Hongrie | Septembre 2015 | La Hongrie a participé à la Conférence convoquée en application de l'article XIV organisée à New York et en association avec l'Indonésie, elle a officiellement cédé la présidence de la Conférence au Japon et au Kazakhstan. Dans sa déclaration, elle a réaffirmé son engagement et sa détermination à travailler en étroite collaboration avec les nouveaux coprésidents, ainsi qu'avec d'autres pays pour continuer de promouvoir la cause du Traité. En coopération avec l'Indonésie, elle a établi un rapport intérimaire détaillé sur les activités entreprises en tant que coordonnateur de l'article XIV pour la période 2013-2015 et l'a officiellement présenté à la Conférence convoquée en application de l'article XIV à New York. | |
| Italie | Juin 2015-mai 2016 | L'Italie n'a manqué aucune occasion sur le plan bilatéral d'encourager d'autres pays à ratifier le Traité, en particulier au sein du Groupe des Sept. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|---|---------------------|
| | Septembre 2015 | L'Italie a appuyé la Déclaration finale adoptée à la Conférence convoquée en application de l'article XIV, qui s'est tenue à New York le 29 septembre 2015. Dans sa déclaration, le Sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, Mario Giro, qui a également participé à la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires le 26 septembre 2015, a appelé les États qui ne l'avaient pas encore fait, en particulier les huit États visés à l'annexe 2, à signer et à ratifier le Traité sans tarder. | |
| | Décembre 2015 | L'Italie a voté en faveur des résolutions demandant l'entrée en vigueur rapide du Traité, y compris la résolution 70/73 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci s'est félicité de la ratification par l'Angola et a demandé aux États qui ne l'avaient pas encore fait, en particulier aux huit États restants visés à l'annexe 2, de signer et de ratifier le Traité dans les plus brefs délais. | |
| | Février 2016 | Le Secrétaire général du Ministère italien des affaires étrangères, Michele Valensise, s'est entretenu à Vienne avec le Secrétaire exécutif et a réaffirmé l'attachement de l'Italie à la promotion de l'entrée en vigueur du Traité. | |
| Japon | Août 2015 | Le Vice-Ministre parlementaire japonais chargé des affaires étrangères, Kazuyuki Nakane, a participé à la réunion du Groupe d'éminentes personnalités, tenue à Hiroshima (Japon) en août 2015, où il a fait une déclaration liminaire au nom du Ministre des affaires étrangères, Fumio Kishida, dans laquelle il a renouvelé l'engagement en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires et d'une entrée en vigueur rapide du Traité. | |
| | Septembre 2015 | Le Ministre japonais des affaires étrangères, Fumio Kishida, en association avec le Ministre kazakh des affaires étrangères, a présidé la neuvième Conférence convoquée en application de l'article XIV, à laquelle il a fait trois propositions pour promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|-----------------------|--|---------------------|
| | Octobre-décembre 2015 | Le Japon a soumis à l'Assemblée générale une résolution intitulée « Agir dans l'unité, avec une détermination renouvelée, en vue de l'élimination totale des armes nucléaires », dans laquelle l'Assemblée a demandé instamment à tous les États qui ne l'avaient pas encore fait de signer et de ratifier le Traité sans plus tarder en vue de son entrée en vigueur rapide et de son universalisation. La résolution a été adoptée à une écrasante majorité. | |
| | Octobre 2015 | Le 27 octobre 2015, le Premier Ministre japonais, Shinzo Abe, et le Président kazakh, Nursultan Nazarbayev, ont publié une déclaration commune sur le Traité à Astana, dans laquelle ils ont renouvelé leur attachement à l'entrée en vigueur rapide du Traité et à l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. | |
| | Janvier-mars 2016 | Le Japon a invité des experts en sismologie originaires de pays en développement, dont plusieurs visés à l'annexe 2, à la formation annuelle de l'Agence japonaise de coopération internationale sur l'observation sismologique mondiale et son application dans la technologie de suivi des essais nucléaires. | |
| | Mars 2016 | À l'occasion du Sommet sur la sécurité nucléaire tenu à Washington, le Japon et le Kazakhstan ont publié une déclaration commune sur les efforts à faire en vue de l'entrée en vigueur rapide du Traité, dans laquelle ils ont renouvelé leur ferme attachement à l'entrée en vigueur rapide du Traité. | |
| Malaisie | Juin 2015-mai 2016 | La Malaisie a activement participé au processus prévu à l'article XIV, faisant siennes les déclarations exhortant les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité dans les meilleurs délais. Elle a également activement participé aux activités techniques liées à la vérification du Traité, y compris une formation pratique organisée par la Commission préparatoire. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|--|---------------------|
| Malte | Juin 2015-mai 2016 | En tant qu'État membre de l'Union européenne, Malte a soutenu tous les efforts déployés par l'Union européenne pour faciliter l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité. | |
| Mexique | Juin 2015-mai 2016 | <p>Le Mexique a appuyé la déclaration commune publiée par le Groupe d'États dénommé MIKTA (Mexique, Indonésie, République de Corée, Turquie et Australie), condamnant le récent essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée qui est contraire aux principes du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.</p> <p>Le Mexique a signé la déclaration commune de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, condamnant le récent essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée et soulignant la nécessité d'une entrée en vigueur rapide du Traité.</p> <p>Le Mexique a souligné à diverses réunions de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement qu'il importait de définir une stratégie en vue d'appuyer les efforts déployés par le Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire, et a invité les États qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité à le faire dans les plus brefs délais.</p> <p>Le Mexique, en association avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, s'est porté coauteur de la résolution 70/73 de l'Assemblée générale intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ».</p> <p>Le Mexique a participé à la Conférence convoquée en application de l'article XIV, tenue à New York le 29 septembre 2015, et a appuyé l'adoption de la Déclaration finale qui contient des mesures concrètes pour promouvoir une entrée en vigueur rapide du Traité.</p> | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|-------------------------|---|---------------------|
| | | Le Mexique a participé à la quarante-cinquième session de la Commission préparatoire, tenue du 16 au 18 novembre 2015 à Vienne. | |
| | | Le Mexique a participé à la quarante-huitième session du Groupe de travail A, tenue du 27 au 29 octobre 2015 à Vienne. | |
| Mongolie | Juin 2015-mai 2016 | La Mongolie a réaffirmé dans diverses instances internationales son appui au Traité et l'importance qu'elle attachait à son entrée en vigueur qui n'a que trop tardé. | |
| | Septembre 2015 | Le Ministre mongol des affaires étrangères a participé à la Conférence convoquée en application de l'article XIV et a souligné que l'entrée en vigueur du Traité était essentielle à l'action menée à l'échelle mondiale en faveur du désarmement nucléaire. La Mongolie se félicite de la Déclaration finale et des mesures visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité, adoptées à la Conférence. | |
| | Septembre-décembre 2015 | La Mongolie a soutenu l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale demandant à tous les États de ratifier le Traité et s'est jointe aux auteurs de la résolution 70/73 de l'Assemblée générale. | |
| | Octobre 2015 | Dans ses déclarations devant la Première Commission de l'Assemblée générale lors de la soixante-dixième session, la Mongolie a déclaré que l'universalisation du Traité représentait une étape impérative vers un monde exempt d'armes nucléaires. | |
| Nouvelle-Zélande | Juin-septembre 2015 | La Nouvelle-Zélande a activement participé aux consultations organisées pour rédiger la Déclaration finale de la Conférence convoquée en application de l'article XIV. | |
| | Septembre 2015 | La Nouvelle-Zélande a appuyé la Déclaration finale adoptée à la neuvième Conférence convoquée en application de l'article XIV, tenue à New York le | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|---|---------------------|--|---------------------|
| | | 29 septembre. | |
| | Octobre 2015 | Avec l’Australie et le Mexique, la Nouvelle-Zélande a été l’un des principaux coauteurs de la résolution intitulée « Traité d’interdiction complète des essais nucléaires », adoptée à la soixante-dixième session de l’Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a exhorté tous les États qui n’avaient pas encore signé et ratifié le Traité, en particulier ceux visés à l’annexe 2, à le faire sans tarder. | |
| | Avril 2016 | Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire de 2016, la Nouvelle-Zélande a coparrainé la déclaration commune sur les perspectives d’avenir pour une plus grande sécurité, qui a souligné la nécessité d’une entrée en vigueur rapide du Traité et de son universalisation. | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | Juin 2015-mai 2016 | Le Royaume-Uni a pleinement appuyé tous les efforts déployés par l’Union européenne pour promouvoir l’entrée en vigueur et l’universalisation du Traité. | |
| | Septembre 2015 | Le Royaume-Uni a participé à la Conférence convoquée en application de l’article XIV, tenue à New York le 29 septembre 2015, et s’est associé à la Déclaration finale. | |
| | Octobre 2015 | Le Royaume-Uni a fait une déclaration à la soixante-dixième session de l’Assemblée générale dans laquelle il a appuyé l’entrée en vigueur du Traité. | |
| | Novembre 2015 | À la soixante-dixième session de l’Assemblée générale, le Royaume-Uni s’est porté coauteur d’une résolution visant à promouvoir l’entrée en vigueur du Traité. | |
| Slovénie | Juin 2015-mai 2016 | La Slovénie a organisé la Conférence annuelle de l’OTAN sur la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération dans le domaine des armes de destruction massive, les 9 et 10 mai 2016, à laquelle le Secrétaire exécutif a participé. | |
| | Septembre 2015 | La Slovénie a activement participé à la Conférence convoquée en application de l’article XIV, tenue à New | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|--|---------------------|
| | | York le 29 septembre 2015, au cours de laquelle le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Slovénie, Karl Erjavec, a prononcé une déclaration. La Slovénie a également participé à l'élaboration de la déclaration faite par l'Union européenne lors de la Conférence. | |
| Suisse | Juin 2015-mai 2016 | La Suisse a plaidé en faveur de l'entrée en vigueur du Traité dans toutes les déclarations qu'elle a prononcées devant des instances pertinentes. | |
| | | La Suisse s'est portée coauteur de la résolution 70/73 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a demandé l'entrée en vigueur du Traité. | |
| Union européenne | Juin 2015 | L'Union européenne a manifesté son attachement à l'entrée en vigueur du Traité et à son universalisation par la participation de ses représentants à l'édition 2015 de la Conférence « Sciences et techniques » de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. À cette occasion, un prix pour la meilleure contribution scientifique présentée par les participants sur des questions relatives au Traité a été décerné avec l'appui de l'Union européenne, pour la deuxième fois depuis 2013. | |
| | Juin-décembre 2015 | L'Union européenne a continué d'apporter un soutien financier pour promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité ainsi que la mise en place d'un régime de vérification efficace par la décision 2012/699/PESC du Conseil en date du 13 novembre 2012. | |
| | Juin 2015-mai 2016 | L'Union européenne et ses États membres ont évoqué la question du Traité dans des déclarations sur la République populaire démocratique de Corée faites lors d'une réunion du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA. | |
| | | Tout au long de l'année, l'Union européenne et ses États membres ont contribué aux travaux de la Commission préparatoire et fait des déclarations lors des sessions de ses groupes de travail. | |

| État/entité | Date/période | Activités et contexte | Observations |
|-------------|----------------|---|--------------|
| | Septembre 2015 | <p>L'Union européenne et ses États membres ont continué d'exposer leurs priorités politiques concernant le Traité (appui en faveur de l'universalisation et de l'entrée en vigueur) lors de la séance plénière informelle de l'Assemblée générale tenue en l'honneur de la Journée internationale contre les essais nucléaires et à la Conférence convoquée en application de l'article XIV en septembre. La participation de la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne à la Conférence convoquée en application de l'article XIV a également témoigné de l'appui en faveur de l'entrée en vigueur du Traité.</p> <p>Un article de la Haute Représentante de l'Union européenne et Vice-Présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini, à l'appui du Traité a été publié dans l'édition de septembre du magazine <i>Spectrum</i> de l'OTICE (n° 24).</p> | |
| | Octobre 2015 | <p>Dans la déclaration qu'elle a faite lors de la Conférence de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement, la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, a indiqué que l'accord nucléaire iranien était un succès à mettre sur le compte de la diplomatie multilatérale qui devrait servir à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.</p> <p>L'Union européenne a adopté la décision 2015/1837/PESC du Conseil, qui a mis à disposition des ressources supplémentaires (plus de 3 millions d'euros) et accru l'aide financière consacrée à la promotion des objectifs du Traité, notamment de son entrée en vigueur et de son universalisation. Cette décision a commencé à être mise en œuvre en février 2016 et couvre une période de 24 mois.</p> | |

| État/entité | Date/période | Activités et contexte | Observations |
|-------------|-----------------------|---|--------------|
| | Octobre-novembre 2015 | <p>À la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, la promotion de l'entrée en vigueur rapide du Traité figurait parmi les priorités de l'Union européenne adoptées par le Conseil.</p> <p>Dans une déclaration prononcée lors du débat général de la Première Commission, l'Union européenne et ses États membres ont souligné que le Traité était d'une importance cruciale pour le désarmement et la non-prolifération nucléaires et que son entrée en vigueur et son universalisation restaient des priorités absolues pour l'Union européenne. Ils ont confirmé que l'Union européenne était prête à continuer de promouvoir cet objectif par son action diplomatique et son appui financier et ont demandé une fois de plus à tous les États qui ne l'avaient pas encore fait, en particulier ceux visés à l'annexe 2 du Traité, de signer et de ratifier le Traité.</p> | |
| | Décembre 2015 | <p>Le fait que les États membres se soient collectivement joints aux auteurs de la résolution 70/73 de l'Assemblée générale intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » et qu'ils aient voté pour ce texte a témoigné de l'appui ferme de l'Union européenne en faveur du Traité.</p> | |
| | Janvier 2016 | <p>L'Union européenne et ses États membres ont exprimé leur appui indéfectible en faveur de l'entrée en vigueur du Traité et de son universalisation à l'occasion de la session extraordinaire de la Commission préparatoire tenue le 7 janvier, à la suite de l'annonce par la République populaire démocratique de Corée de son quatrième essai nucléaire.</p> | |
| | Janvier-février 2016 | <p>L'Union européenne a exprimé son appui politique et financier sans faille en faveur du Traité lors du colloque organisé par l'OTICE sur la science et la diplomatie au service de la paix et de la sécurité, à la cérémonie d'ouverture du vingtième anniversaire du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.</p> | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|-----------------------------|---------------------|---|---------------------|
| | Février 2016 | Dans la déclaration liminaire faite lors de la Conférence du désarmement de 2016, l'Union européenne et ses États membres ont demandé à tous les États qui ne l'avaient pas encore fait, notamment ceux visés à l'annexe 2, de ratifier le Traité dès que possible. Ils ont également exhorté la République populaire démocratique de Corée à signer et à ratifier le Traité. | |
| | Avril 2016 | Des représentants permanents des États membres de l'Union européenne ont effectué une visite au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne auprès de la Commission préparatoire pour exprimer leur soutien en faveur du Traité et de son entrée en vigueur. | |
| | Mai 2016 | Lors de la séance plénière de la Conférence du désarmement, tenue le 17 mai 2016 en présence du Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Union européenne et ses États membres ont fait une déclaration soulignant les activités menées pour promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité, conformément à la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive. Dans leur déclaration, ils ont appelé une fois de plus tous les États qui ne l'avaient pas encore fait, en particulier ceux visés à l'annexe 2, à signer et à ratifier le Traité. | |
| 2 b) Niveau régional | | | |
| Argentine | Juin 2015-mai 2016 | L'Argentine a promu la ratification et l'entrée en vigueur du Traité au sein de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et a appuyé les déclarations de celle-ci demandant aux États de ne manquer aucune occasion d'insister sur la nécessité d'une entrée en vigueur rapide du Traité et de son universalisation, en particulier la déclaration publiée en février 2015 en l'honneur du vingtième anniversaire du Traité. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|--|--|
| Autriche | Juin 2015-mai 2016 | L'Autriche, en tant que membre de l'Union européenne, a pleinement soutenu toutes les déclarations, prises de position et contributions de l'Union européenne à l'appui du Traité. | |
| Belgique | Juin 2015-mai 2016 | La Belgique, en tant que membre de l'Union européenne, a pleinement soutenu toutes les déclarations, prises de position et contributions de l'Union européenne à l'appui du Traité. | |
| Brésil | Juin 2015-mai 2016 | <p>Le Brésil s'est activement engagé au sein de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) pour promouvoir l'universalisation du Traité.</p> <p>Le Brésil a appuyé les déclarations faites en différentes occasions par la CELAC et les États membres de l'Union des nations de l'Amérique du Sud, qui ont insisté sur l'importance d'une entrée en vigueur rapide du Traité et ont exhorté tous les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité dans les plus brefs délais.</p> <p>Le Brésil a appuyé l'adoption de la dix-septième déclaration spéciale de la CELAC sur le vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité, publiée le 27 janvier 2016, qui a exhorté tous les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité dans les meilleurs délais. Parmi d'autres mesures à l'appui de l'entrée en vigueur du Traité, la CELAC a demandé à tous les États notamment de s'abstenir de procéder à des essais nucléaires et autres explosions nucléaires, ainsi qu'à tout autre essai non explosif afférent, y compris les expériences sous-critiques et celles effectuées par simulation, en vue de mettre au point des armes nucléaires et autres armes de destruction massive, ou de les améliorer.</p> <p>Le Brésil a appuyé l'adoption de la vingt et unième déclaration spéciale de la CELAC sur l'engagement pris</p> | Le Brésil a continué de plaider en faveur d'une ratification du Traité par tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes. |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|---------------------|---------------------|---|--|
| | | | pour faire avancer les négociations sur le désarmement nucléaire, publiée le 27 janvier 2016, qui a exhorté tous les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité dans les meilleurs délais. |
| Émirats arabes unis | Juin 2015-mai 2016 | Les Émirats arabes unis ont tenu des réunions avec des groupes régionaux pour étudier les moyens d'encourager la ratification nécessaire du Traité par tous les États visés à l'annexe 2. | |
| Finlande | Juin 2015-mai 2016 | En tant que membre de l'Union européenne, la Finlande a continué de soutenir pleinement les déclarations, prises de position et contributions de l'Union européenne à l'appui du Traité. | |
| France | Juin 2015-mai 2016 | La France, en tant que membre de l'Union européenne, a pleinement soutenu toutes les déclarations, prises de position et contributions de l'Union européenne à l'appui du Traité. La France a appuyé les efforts déployés par l'Union européenne pour promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité et son universalisation, notamment par la mise en œuvre et l'adoption de la dernière décision du Conseil européen sur l'appui aux activités de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. | |
| Hongrie | Juin 2015 | L'Ambassadeur de Hongrie à Séoul a participé et a fait une déclaration à la réunion du Groupe d'éminentes personnalités organisée à Séoul les 25 et 26 juin 2015, à l'occasion de laquelle il a tenu une série de pourparlers bilatéraux. | |
| | Août 2015 | Le Secrétaire d'État chargé de la politique de sécurité et de la coopération internationale auprès du Ministère hongrois des affaires étrangères a participé à la réunion du Groupe d'éminentes personnalités, organisée à Hiroshima (Japon) du 23 au 26 août 2015, et a tenu une série de pourparlers bilatéraux avec divers pays de la région. | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|--|---------------------|
| Italie | Juin 2015-mai 2016 | En tant qu'État membre de l'Union européenne, l'Italie a appuyé toutes les déclarations, prises de position, initiatives et contributions financières de l'Union européenne visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité, en particulier la décision 2015/1837 du Conseil en date du 12 octobre 2015 concernant le soutien de l'Union aux activités de la Commission préparatoire visant à promouvoir l'universalisation et l'entrée en vigueur du Traité. | |
| Malaisie | Juin 2015-mai 2016 | La Malaisie n'a manqué aucune occasion pour insister sur l'importance de l'entrée en vigueur rapide et de l'universalisation du Traité lors de diverses réunions de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'objectif principal étant d'obtenir que le Traité soit ratifié par l'ensemble des 10 États membres. | |
| | Juillet 2015 | La Malaisie a également participé à l'atelier et au stage de formation de l'ASEAN sur la création d'un centre national de données organisés par la Commission préparatoire en collaboration avec le Gouvernement vietnamien. | |
| Mexique | Juin 2015-mai 2016 | <p>Le Mexique a appuyé la résolution relative à l'essai nucléaire effectué par la République populaire démocratique de Corée le 6 janvier 2016 (C/Res.01/2016), adoptée par l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, le 18 janvier 2016.</p> <p>Le Mexique a signé la dix-septième déclaration spéciale sur le vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité et la vingt et unième déclaration spéciale sur l'engagement pris pour faire avancer les négociations sur le désarmement nucléaire, adoptées par les chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, lors du quatrième Sommet de la CELAC tenu le 27 janvier 2016 à Quito.</p> <p>Le Mexique a participé à la quarante-sixième session du Groupe de travail B de la Commission préparatoire de</p> | |

| <i>État/entité</i> | <i>Date/période</i> | <i>Activités et contexte</i> | <i>Observations</i> |
|--------------------|---------------------|---|---------------------|
| | | l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue du 22 février au 4 mars 2016 à Vienne. | |
| | | Le Mexique, en tant qu'État partie au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, a signé la déclaration publiée à l'occasion du quarante-neuvième anniversaire du Traité, invitant la communauté internationale à promouvoir l'arrêt effectif des essais nucléaires sous quelque forme que ce soit, y compris des essais sous-critiques et des essais effectués avec superordinateurs, et l'entrée en vigueur rapide et l'universalisation du Traité. | |
| Mongolie | Juin 2015-mai 2016 | La Mongolie n'a pas manqué une occasion sur le plan régional de promouvoir le Traité et de rappeler l'importance de son entrée en vigueur rapide. | |
| Nouvelle-Zélande | Juin 2015 –mai 2016 | La Nouvelle-Zélande a apporté son appui aux pays insulaires du Pacifique souhaitant signer et ratifier le Traité. | |
| Union européenne | Juin 2015-mai 2016 | L'Union européenne a évoqué la question du Traité durant les discussions politiques sur la non-prolifération et le désarmement menées avec des partenaires clefs et différents groupes régionaux. | |